



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Éditions et médias

Question au Gouvernement n° 1476

Texte de la question

ÉDITION ET MÉDIAS

Mme la présidente . La parole est à Mme Fatiha Keloua Hachi.

Mme Fatiha Keloua Hachi . La culture et les médias sont sous emprise et c'est notre société entière qui se retrouve sous la mainmise d'un milliardaire. Le saccage de la maison d'édition Grasset et la dérive de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public, sous les ordres de M. Bolloré, ne sont bien sûr que la suite logique de la stratégie de ce dernier.

Fondée sur la haine des médias et du service public et sur le rejet des mondes intellectuel et universitaire, cette stratégie a ses relais, comme Charles Alloncle, qui fait voter un rapport à charge contre l'audiovisuel public (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR*) sous prétexte de le sauver ; elle a aussi ses éléments de langage, par exemple quand M. Bolloré parle de « petite caste » à propos du monde de l'édition. (« Eh oui ! » sur plusieurs bancs des groupes RN et UDR.)

M. Julien Odoul . L'empire contre-attaque !

Mme Fatiha Keloua Hachi . Nous n'avons d'ailleurs jamais connu dans notre histoire un empire aussi vaste. Il est en effet le détenteur du groupe Hachette, des enseignes de distribution Relay, du groupe Havas. Il finance tout : la musique, le cinéma ou encore les jeux vidéo. Son empire est désormais tellement imposant qu'il est présent partout, à chaque instant de notre vie.

M. Laurent Jacobelli . Jalouse !

Mme Fatiha Keloua Hachi . La semaine dernière, un phénomène inédit s'est produit en France : plus de 200 écrivains ont annoncé qu'ils quittaient Grasset à la suite du licenciement de son directeur général.

Ces deux exemples nous rappellent le projet de l'extrême droite : instrumentaliser l'information et la culture à des fins idéologiques. (« Ah ! » et rires sur les bancs des groupes RN et UDR.) Rappelons-nous les mots d'Umberto Eco dans Reconnaître le fascisme (« Ah ! » sur les bancs du groupe RN), d'ailleurs réédité il y a peu chez Grasset. Pour les fascistes, explique-t-il, « la culture est suspecte en cela qu'elle est synonyme d'esprit critique ».

M. Julien Odoul . Parole d'experte !

Mme Fatiha Keloua Hachi . Dès lors, madame la ministre de la culture, comment allez-vous protéger les auteurs face aux dérives dont s'accompagne la concentration éditoriale ? Comptez-vous instaurer la clause de conscience que les écrivains nous réclament ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, EcoS et GDR ainsi que sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de la culture.

Mme Catherine Pégard, ministre de la culture . Je crois que vous mélangez beaucoup d'éléments. (« C'est vrai ! » sur plusieurs bancs du groupe RN.)

M. Laurent Jacobelli . Oui, c'est confus !

Mme Ayda Hadizadeh . Vous ne voyez pas clair dans le jeu de l'extrême droite !

Mme Catherine Pégard, ministre . J'ai été témoin, comme vous, de l'émotion qui a saisi le monde de l'édition ces derniers jours. Nous avons besoin de grands éditeurs. Ce sont eux qui font les grands auteurs car ils détectent, les premiers, les écrivains de demain. Nous disposons des plus beaux catalogues de l'édition mondiale, l'édition française est reconnue au niveau international.

Mme Ayda Hadizadeh . Et donc ?

Mme Catherine Pégard, ministre . Je veillerai donc particulièrement à ce que nous continuions à protéger nos éditeurs et nos auteurs.

Par ailleurs, vous avez fait allusion au rapport sur l'audiovisuel public remis ces derniers jours et qui sera rendu public le 4 mai. Face au tohu-bohu du moment, je veux rappeler un peu solennellement que l'audiovisuel public est notre bien commun,...

M. Emeric Salmon . Pas seulement de la gauche !

Mme Catherine Pégard, ministrecelui de tous les Français – comme l'édition, d'ailleurs – et l'expression de notre souveraineté culturelle.

Il est évidemment légitime que l'audiovisuel public soit l'objet de débats et que l'on s'interroge sur sa gestion et ses missions. Si les conditions dans lesquelles les discussions ont eu lieu au cours des dernières semaines peuvent poser question, il faut distinguer la forme et le fond. Or, pour le gouvernement, le sujet de fond se résume de façon assez simple : les seuls défis du service public audiovisuel renvoient à notre conception du pluralisme et à nos choix démocratiques – on pourrait d'ailleurs en dire autant de l'édition.

Mme Ayda Hadizadeh . Concrètement ?

Mme Catherine Pégard, ministre . Ces défis sont les suivants : la menace inquiétante de la désinformation, les fausses informations et les réseaux sociaux face auxquels le service public peut constituer un antidote. Il s'agit là d'une nouvelle ambition pour le service public autour d'objectifs concrets, au service de nos concitoyens. Nous y travaillons. (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de la ministre.*)

Mme Ayda Hadizadeh . On n'a rien compris !

Données clés

Auteur : [Mme Fatiha Keloua Hachi](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (8^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1476

Rubrique : Presse et livres

Ministère interrogé : Culture

Ministère attributaire : Culture

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 avril 2026